



**ARRETÉ PREFECTORAL
portant mise en demeure**

**Société MT TECHNOLOGY
Commune de Saint Michel de Maurienne**

LE PREFET DE LA SAVOIE
Chevalier de l'ordre du mérite ;

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 autorisant la société METALTEMPLE à exploiter des installations de fonderie de métaux ferreux et les arrêtés préfectoraux complémentaires sur son site de Saint Michel de Maurienne (73 140) ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 août 2014 autorisant la société MT Technology à se substituer à la société METALTEMPLE pour l'exploitation des installations de fonderie de métaux ferreux ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2014 prescrivant la mise en œuvre de mesures rendues nécessaires par les conséquences d'une pollution de l'Arc par des hydrocarbures provenant du site de la société MT TECHNOLOGY à Saint Michel de Maurienne (73 140) ;

VU les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 22 novembre 2014 précité qui prévoit que les déchets de dépollution récupérés sur le site et à l'extérieur du site soient éliminés dans des installations aptes à les recevoir, et que l'exploitant transmette à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois les comptes-rendus des opérations de nettoyage et d'éliminations des déchets ;

VU la lettre du 26 janvier 2015, transmise par courriel avec accusé réception, invitant l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire, à formuler ses observations dans le délai de 24 heures ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire;

Considérant que les déchets de dépollution récupérés à l'extérieur du site par la société spécialisée mandatée par la société MT TECHNOLOGY n'ont pas encore été évacués ni éliminés et qu'ils restent stockés sur les sites extérieurs à l'entreprise ;

Considérant que les déchets de dépollution récupérés sur le site ont été évacués par la société spécialisée mandatée par la société MT TECHNOLOGY mais que les justificatifs de leur élimination ne sont pas fournis par la société MT TECHNOLOGY ;

Considérant que la société MT TECHNOLOGY n'a pas transmis dans le délai imparti les compte-rendus et justificatifs des opérations de nettoyage et d'éliminations des déchets ;

Considérant que la société MT TECHNOLOGY ne respecte pas les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2014 précité ;

Considérant que dans ces conditions il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

Article 1 – La société MT TECHNOLOGY dont le siège social est situé 16 rue du Temple à Saint Michel de Maurienne 73 140, exploitant un établissement situé sur la commune de Saint Michel de Maurienne, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 15 jours, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2014 en procédant au nettoyage, à l'enlèvement et à l'élimination de l'ensemble des déchets issus de la dépollution sur le site et hors du site de la société MT TECHNOLOGY à Saint Michel de Maurienne et en adressant à l'inspection des installations classées les justificatifs de leur bonne élimination dans des installations aptes à les recevoir.

Le délai mentionné ci-dessus s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

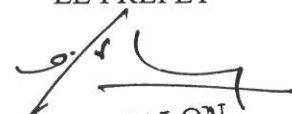
Article 3 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 – Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MT TECHNOLOGY et dont copie sera adressée au maire de Saint Michel de Maurienne.

Chambéry, le **29 JAN. 2015**

LE PREFET


Eric JALON